

# La Sionne du Moyen Age et de l'Ancien Régime

## Un souci permanent des édiles

par  
Antoine LUGON

Comme chacun sait, la Sionne est bien plus ancienne que Sion qui semble avoir voulu s'en venger en occultant son cours. Il fut un temps lointain où ce joyeux mais parfois facétieux torrent alpin avait ses coudées franches au sortir de son étroit vallon. Il est probable qu'entre la Sitterie et le Rhône, il a dû divaguer plus d'une fois avant de se fixer, à une époque dont ne subsiste aucun document écrit, à peu près dans son cours actuel. On ne sait presque rien de ses errances à l'époque néolithique. A l'époque romaine, on n'est guère mieux renseigné. Ce n'est qu'en plein Moyen Age que notre rivière commence à apparaître enfin dans les textes.

### De l'eau pour les machines

C'est de manière indirecte d'abord, dans sa fonction de source d'énergie, que le torrent est cité: en 1217, Anselme de Saint-Maurice, chanoine de Sion et ses frères Thomas, Boémond et Pierre, vendent au chanoine Guigon leurs droits sur le moulin de Bayart<sup>1</sup>. D'autres moulins surgissent dès lors de la mémoire des textes et s'égrènent le long de la rive gauche de la Sionne, sur le tracé qu'ont conservé en partie les rues actuelles du Vieux Moulin et du Tunnel: les moulins de Nans, de Bayart (en amont de l'actuelle Brasserie), le moulin de Strata, près de la route qui conduit à Sierre, le moulin Ferrant (peut-être un martinet?), et, à l'intérieur de la ville, les moulins sis au pied nord du rocher de la Majorie (rue de la Majorie). La meunière, qui entraînait tous ces «artifices» entraînait en ville près du Tunnel et de la porte dite «des chenaux»<sup>2</sup>. Elle rejoignait le cours de la rivière dans la région de l'actuelle Grenette.

<sup>1</sup> GREMAUD, Doc. (= Jean GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, 8 vol. dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande*, 1re série, t. XXIX - XXXIII et XXXVII - XXXIX), No 263.

<sup>2</sup> Moulin de Bayart: voir aussi ACS (= Archives du Chapitre de Sion), Min. A 9, fol. 61r (en 1336), fol. 39r (en 1424); moulin de Strata et moulin Ferrant: GREMAUD, Doc. No 402 (en 1235), No 536 (vers 1250); moulin de Nans, voir entre autres ACS Min. B 68 I, p. 51 (en 1497) et B 68 II, pp. 503, 629, 663 (resp. en 1501, 1511 et 1517). Sur les moulins en ville et la porte dite «des chenaux», voir entre autres ACS, Min. A 3, p.23 (1311), p. 63 (1313), p. 73 (1313 - 1319), ACS, Min. A 47, p. 86 (1411) et ACS Th. 101/1, Y 124 (1368) et Y 136 (1448) et ACS, Th. 65/No 102 (1411).

Les statuts établis en 1269 par l'évêque, le vidomne, le major, le sautier et les bourgeois de Sion prévoient, parmi les tâches des douze représentants de la ville, la surveillance des pâturages et de la rivière, du lieu-dit Nanz jusqu'au Rhône<sup>3</sup>. Ils règlent également les conditions de travail et de salaire des meuniers: par fichelin, ceux-ci ne prélèveront pour leur peine qu'une émine de farine représentant la trente-sixième part d'un fichelin.

En 1381, l'évêque Edouard de Savoie donne à cens à Perrod Wercho de Chamonix, deux moulins situés en ville de Sion. Le meunier devra annuellement à l'évêque un muid de bon froment et un setier de bonne moutarde moulue<sup>4</sup>.

### **De l'eau pour les cultures, les bêtes et les gens**

Mais l'eau de la Sionne ne faisait pas qu'entraîner meules, martinets ou foulons. Elle apportait aussi sa contribution à l'irrigation des cultures, devenant ainsi une source de conflits. En mars 1254, un litige opposant le Chapitre et les bourgeois de Sion d'une part et Louis Huboldi d'autre part, est aplani de la manière suivante. L'évêque Henri de Rarogne décide que Louis Huboldi pourra avoir toute l'eau qui descend de la Sionne, en aval du bisse de l'évêque, des vêpres du samedi jusqu'à celles du dimanche. Il ne prendra pas d'eau au bisse de l'évêque ni en amont de ce bisse. Quant à ceux qui prennent l'eau au bisse de l'évêque ou en amont, ils ne devront pas diviser l'eau qui descend par la ville entre les vêpres du samedi et celles du dimanche, ce temps d'eau faisant partie du fief que Louis Huboldi tient de l'évêque<sup>5</sup>. S'il est difficile de situer exactement sur le cours de la Sionne l'emplacement du «bisse» (*aqueductus*) de l'évêque (soit aux environs de la Sitterie, soit plus bas), il est évident que le fief de Louis Huboldi était en aval de la ville, entre cette dernière et le confluent de la Sionne et du Rhône.

Ainsi, lorsqu'en 1306, le donzel Jean de Briens, de Naters, (vraisemblablement héritier de Louis Huboldi), vend au tailleur Albert dou Mayency, bourgeois de Sion, son verger situé «sous la cité de Sion», près du chemin public qui va vers la maladière (Sainte-Marguerite), il comprend dans cette vente «tout le droit qu'il a sur toute l'eau de la Sionne, depuis le torrent de l'évêque en bas, chaque semaine, le samedi à partir des vêpres, toute la nuit et le dimanche jusqu'aux vêpres<sup>6</sup>».

Cette fonction essentielle d'irrigation est attestée aussi par un réseau de conduites d'eau en ville même, dont on entrevoit quelques ramifications au hasard des documents. On connaît ainsi sur la rive gauche de la Sionne, une meunière, qualifiée d'ancienne en 1480, que l'on suit de la région de l'actuel

<sup>3</sup> GREMAUD, Doc. No 751.

<sup>4</sup> GREMAUD, Doc. No 2324.

<sup>5</sup> ABS (= Archives de la Bourgeoisie de Sion), tir. 118 / No 1.

<sup>6</sup> GREMAUD, Doc. No 1238.

Casino (derrière les mazels ou abattoirs d'alors), jusqu'au bas du quartier des Tanneries<sup>7</sup>. Sans doute servait-elle à l'irrigation des terres de Sous-le-Scex.

Sur la rive droite, on connaît une meunière qui s'alimentait à la Sionne dans la partie supérieure de l'actuel Grand-Pont, qui longeait la rivière en distribuant un rameau secondaire dans la rue de Conthey, avant de descendre par notre rue de la Porte-Neuve et, au-delà du rempart, de se scinder en deux branches, l'une dite «du Mayen» (nos Mayennets) et l'autre «du Croset» (dans la région de notre rue des Creusets)<sup>8</sup>. En 1438 et en 1542 encore, on rencontre sous la partie occidentale de l'actuelle maison Supersaxo, un canal secondaire qui mène de la meunière de la rue de Conthey (alors appelée rue du Pré ou rue des Riches), vers le quartier des Abandonaz (dans la région de notre rue de Lausanne)<sup>9</sup>.

Il fallait aussi, dans la ville, des fontaines où l'on pût s'approvisionner en eau ou encore abreuver le bétail. Un document de 1456 en mentionne «derrière la Majorie», c'est-à-dire très vraisemblablement dans notre ruelle de la Majorie<sup>10</sup>, vers la porte dite «des chenaux», près de laquelle l'eau des moulins entraînait en ville. Un autre texte fait état d'anciennes fontaines («bornels») au sud de l'église Saint-Théodule<sup>11</sup>. Sans doute en existait-il d'autres qui n'ont pas laissé de trace dans les documents.

Une fonction moins noble, mais non moins utile, assurée par la rivière, est l'évacuation des excréments. On connaît par les documents nombre de latrines installées directement au-dessus de l'eau. Le 4 mars 1350, par exemple, l'évêque Guichard Tavelli accorde à un certain Guigour, cordonnier de son état, la permission de terminer la construction d'une latrine, entreprise sans l'autorisation de l'évêque, de qui relevait le droit de rivage. Il en coûtera à Guigour deux chapons de service et quatre chapons de plait<sup>12</sup>.

### Ponts et passerelles

Non contente d'entraîner les moulins et autres «artifices», d'abreuver terres, bêtes, gens et d'évacuer des immondices, une rivière divise un territoire et pose le problème élémentaire de passer en tout temps d'une rive à l'autre. Aussi les documents du Moyen Âge font-ils état de nombreux ponts qui enjambent la Sionne du nord au sud de la ville.

<sup>7</sup> Sur cette meunière, voir notamment ABS, tir. 25 / No 60 (en 1480), ABS, tir. 219 / No 23, fol. 10v-11r (en 1481); ACS, Min. B 68 III, p. 23 (en 1501).

<sup>8</sup> ABS, tir. 83 / No 2 (mai 1427); voir aussi la meunière dite «de Glaviney» dans ACS, Th. 54, No 507/20 (en 1363); ACS, Re 178, fol. 3r (en 1399); ACS, Th. 55/2, No 68 (en 1424).

<sup>9</sup> AEV (= Archives de l'Etat du Valais), AV L 173, p. 943, No 621; AEV, Supersaxo-de Lavallaz, 1/1/90.

<sup>10</sup> ACS, Min. A 123, pp. 12-14.

<sup>11</sup> ACS, Min. B 92, p. 150.

<sup>12</sup> GREMAUD, Doc. No 1965. Le service est une redevance annuelle due pour un fief par son tenancier. Le plait est un droit de mutation payé par le tenancier en cas de changement de tenancier ou de seigneur.

A peu près à la hauteur de notre Grenette, le pont de la Chavanne<sup>13</sup> faisait passer de la rive droite à la rive gauche le chemin principal montant vers la porte de Loèche. Plus bas, au débouché de la rue des Châteaux, le «grand pont<sup>14</sup>» ou «Pont du Château» menait de ce même grand chemin vers les résidences épiscopales de la Majorie et de Tourbillon ou vers le château capitulaire de Valère. C'est ce pont qui donnera plus tard son nom à tout l'espace couvert par la rue et le lit de la rivière.

Entre notre hôtel-de-ville et notre Café du Grand-Pont, une petite passerelle portait le nom de «pont de la Grimola<sup>15</sup>» et reliait la rue du Glaret sur la rive droite de la Sionne (et séparée d'elle par une rangée de maisons) à la rue de la Cuve (sur la rive gauche, à l'est d'un ancien rempart de la ville).

Plus au sud, une autre passerelle conduisait de la rue du Glaret à notre ruelle du Casino, alors appelée ruelle Sainte-Pétronille ou, mieux encore, rue des Anes<sup>16</sup>. Si nos ancêtres avaient su que nous y défilions, fiers de l'accomplissement de nos devoirs civiques, peut-être auraient-ils hésité à ternir ainsi d'avance l'image de la démocratie...

En descendant encore un peu la rue du Glaret, on rencontrait, à l'entrée de la ruelle de la Lombardie, le pont du Fruit ou pont des Fromages<sup>17</sup>. Enfin, une cinquantaine de mètres plus bas, le pont Manembert ou pont des Favergeres<sup>18</sup>, menait de la rue du Rhône au quartier des Tanneries. Il y avait sans doute d'autres ponts et passerelles dont les documents ne nous ont pas livré le nom.

Les ponts n'étaient pas seuls à enjamber ou à surplomber le courant de la rivière. De la Grenette au bas des Tanneries, où la Sionne sortait des murs

<sup>13</sup> Ce pont, appelé tantôt *pons de la Chavana* tantôt *pons Cabane*, apparaît très souvent dans la documentation. Voir entre autres : ACS, Th. 54, No 506 (en 1359); ABS, tir. 25 / No 86 (en 1360); AEV / ATN 3, fol. 84r (en 1367); ACS, Min. A 33, p. 171 (en 1385); ACS, Min. A 44, p. 33 (en 1399); ACS, Min. A 47, p. 206 (en 1414); ACS, Th. 55/2, No 70 (en 1424) et No 84 (en 1430); ACS, Min. A 125, pp. 173-75 (en 1459); ACS, Th. 56 / No 185 bis (en 1478); AEV / AV Supersaxo I, Pg 206 (en 1484); ACS, Min. B 68 I, pp. 100 et 360 (en 1490).

<sup>14</sup> Sur ce pont, éponyme de la rue actuelle, voir entre autres : ACS, Min. A 13, pp. 335 et 379 (en 1338 - 1342); ACS, Th. 40, Z, No 32 (en 1345); ACS, Th. Z, No 34 (en 1426); ACS, Th. 104, T.S. No 86 (en 1504).

<sup>15</sup> Sur ce pont, voir notamment : ACS, Min. A 3, pp. 30 et 41 (en 1312); ACS, Min. A 13, p. 342 (en 1339); ACS, Th. 40, Z No 32 (en 1345); ACS, Th. 54, No 508/2 (en 1363); ACS, Th. 65, No 103 (en 1424); AEV / AV Supersaxo I, Pg 348.

<sup>16</sup> Ce pont est aussi appelé *pons de la Cuva* du nom du quartier sis au pied de la colline, entre la rue des Châteaux et la Lombardie. Voir notamment : ACS, Th. 75, XXVII (en 1304); ABS, tir. 25/2, No 9 (en 1329); ACS, Min. A 13, p. 399 (en 1338).

<sup>17</sup> Sur ce pont du Fruit (au sens de fromage), voir notamment : ACS, Min. A 44, p. 88 (en 1401); ACS, tir. 17 / No 33 (en 1427); ABS, tir. 24 / No 28 (en 1465); ABS, tir. 117 / No 24 (en 1478); ACS, Min. B 68 I, p. 159 (en 1490); ABS, tir. 219 / No 24, fol. 6v.

<sup>18</sup> Le pont tire son nom de la maison (ou de l'atelier?) d'un forgeron connu en 1303 sous le non de Guillaume Manemberth (ABS, tir. 25 / 2, No 3). On retrouve le nom du pont (variantes : Manenbel, Manenber) dans ABS, tir. 25 / No 19 (en 1354); ACS, Th. 55 / No 512 / 18 (1372); ABS, tir. 219 / 21, fol. 53 (en 1383). En 1347 (ABS, tir. 219-21, fol. 111) le pont est appelé *pons fabricarum*, qu'on peut traduire par «Pont des Favergeres» ou des forges.

de la ville au lieu-dit le Mussiour, toute une rangée de maisons l'accompagnaient de part et d'autre, tantôt la chevauchant tantôt s'avancant par des encorbellements, parfois porteurs de latrines, jusqu'au tiers ou au milieu du lit. Ainsi le 1er juin 1378, l'évêque de Sion, de qui relevait le tiers du cours de la Sionne, permet à Nicolette de Bois Rond (*de Bosco Rotundo*) de maintenir l'édifice qu'elle a fait bâtir sur ledit cours, près du pont du Glaret, moyennant vingt florins d'or et une redevance annuelle de 12 deniers<sup>19</sup>.

### Mesures préventives et règlements

Au milieu du XIVe siècle, le bon écoulement de la Sionne à travers la ville pose déjà des problèmes. Le 30 mars 1346, le vidomne de Sion, accompagné des prud'hommes de la cité, prend une série de mesures destinées à améliorer le passage de la rivière: «Premièrement, le saule existant dans le cours de la Sionne, devant la maison du sieur Rodolphe Esperlin, doit être enlevé. De même, la meunière qui descend par la rue de Glaviney (notre rue de la Porte-Neuve) doit avoir sa prise d'eau plus bas qu'actuellement, en dessous de la maison de Girold de Salins, avec le moins d'empêchement du cours de la Sionne que faire se pourra. De même les solivages inférieurs des maisons de Perrod D'Ogo, des hoirs de Jean Abes et de Guillaume Lubyn de Saas doivent être démontés et exhaussés, de sorte qu'ils n'empêchent plus le cours. De même, la latrine de Jaquet De Saxo (Dussex) doit être démontée et le pont qui la porte, être exhaussé, pour qu'il ne fasse plus obstacle au passage de l'eau. De même, les ponts d'en bas, qui mènent vers la maison de Guillaume de la Pierre, à côté de la maison de Pierre de Volovron et vers la maison de Martin de Grenelon, doivent être élevés d'une demie toise environ (soit environ 1 m), pour qu'ils n'empêchent plus le cours. De même, les galeries (*lobie*) et les solivages inférieurs sur la Sionne de la maison de Pierre de Volovron, de la forge d'Agnès Manenbala, des maisons de Girold Deis et de Johannod Verney doivent être exhaussés aussi.»<sup>20</sup>

Il semble bien que la plupart de ces problèmes se situent dans la partie inférieure du trajet urbain de la Sionne, soit entre le haut de la rue du Rhône et le rempart méridional. Les mesures envisagées en 1346 (dont nous ne savons pas si elles ont été mises à exécution), ne semblent pas avoir suffi à résoudre le problème. En 1380, les bourgeois exposent à leur évêque, Edouard de Savoie, qu'à cause des accumulations de pierres, de sable et de terre, la Sionne «n'a pas un cours par lequel elle puisse sortir de la ville et aller jusqu'au Rhône». Accédant à leur requête, l'évêque leur cède, en vue d'établir un nouveau lit pour la rivière, «tout le glaret» qu'il possède «du Mussiour de Glaviney, vers la porte du Rhône, jusqu'au Rhône». Ce terrain est de peu de valeur et actuellement inculte. Il touche à l'ouest le verger du

<sup>19</sup> GREMAUD, Doc. No 2264.

<sup>20</sup> GREMAUD, Doc. No 1903.

vidomne, le chemin qui descend au Rhône et le verger de l'hôpital Saint-Jean. A l'est, il voisine avec l'ancien cours de la Sionne et avec le verger de Guillaume Burrod<sup>21</sup>. Ce que le texte ne dit pas, mais qui semble bien probable, c'est que la Sionne, ne consultant ni le vidomne ni aucune autre autorité, avait, lors d'une saute d'humeur, choisi elle-même son nouveau lit.

La Sionne ne cessa pas pour autant de préoccuper les édiles et le peuple de Sion. Les statuts communaux que se donne le 28 janvier 1414 l'assemblée des bourgeois de Sion sont significatifs de l'importance du problème de la rivière<sup>22</sup>.

Sur les quarante-deux articles qu'ils comportent, quatorze ont trait à la Sionne. Donnons-en ici un aperçu. Il est décidé en 1414, à propos du cours de la Sionne (de Nanz jusqu'au confluent du Rhône), que deux « maîtres des travaux » (*fabricarii* ou *fabricatores*) à désigner par les syndics et les conseillers de la ville (*consules*) se chargent de le faire curer deux fois l'an.

Un premier curage doit avoir lieu en automne, entre la Toussaint et la Saint-Nicolas. Un deuxième aura lieu entre Carnaval et Pâques, plus tôt ou plus tard, suivant la nécessité. Toutes les catégories d'habitants, des forains aux bourgeois sont astreintes à participer à ces corvées, sous peine de sept sous mauriçois pour les contrevenants, amende dont la moitié ira à la commune et l'autre aux responsables de la Sionne. Au cas où cette corvée ne pourrait, pour des raisons valables, pas avoir lieu, tous les possesseurs de biens le long du cours, de l'embouchure à la porte du Rhône, puis dans la ville, de la porte du Rhône à la porte de Loèche, et de la porte de Loèche en haut jusqu'au moulin de Jean Borgognyon, sont tenus de prêter main-forte sur les deux rives, chacun selon ses possibilités.

Les propriétaires de biens situés derrière ceux directement exposés au péril d'une crue, comme les prés et vergers de Sous-le-Scex, les jardins hors de la porte du Rhône, le verger d'Antoine Tracco, le pré de Maffiod Riella, le verger de l'Hôpital, le verger d'Etienne Ayolphi, le verger d'Hugonet Richard et le verger de la maladière (vers Sainte-Marguerite) doivent aussi prêter assistance.

S'il se trouve le long de la rivière des biens abandonnés, ils seront attribués à la commune et leur revenu affecté à l'entretien du cours. Les prés sur lesquels on doit construire des digues pour maintenir la rivière dans son lit, seront laissés à la commune, pour assumer ces frais, ou alors que chacun se charge d'entretenir la digue sur le sien, de sorte que l'eau ne soit pas déviée au détriment de tous.

Les deux « maîtres des travaux » de la Sionne pourront imposer une amende de douze sous à quiconque jettera des pierres, du fumier ou des ordures qui pourraient faire obstacle au cours de l'eau, ou à ceux qui, après en avoir été sommés par les responsables, n'enlèveront pas les grosses pierres du cours, en ville et hors de ville. Les tanneurs ne laisseront ni « tines »

<sup>21</sup> GREMAUD, Doc. No 2318.

<sup>22</sup> Pour le texte latin de ces statuts, voir GREMAUD, Doc. No 2617.

(cuves) ni autres récipients de bois sur le cours de la rivière et, à cause de la puanteur, ils n'exerceront leur activité, que dans les lieux éloignés où l'on a coutume de le faire, sous peine de trois sous.

Tel article insiste encore, outre les grands curages généraux, sur le devoir de chaque riverain, en ville et hors de ville, de maintenir libre le passage de la rivière. Tel autre rappelle qu'en cas de crue soudaine (*diluvium aque Sedune*), chacun est tenu de venir au secours des riverains qui luttent pour maintenir la rivière dans son lit. Les rebelles à ce devoir seront passibles de la privation du droit de bourgeoisie ou de vingt sous d'amende.

On précise encore les devoirs de ceux qui ont des écluses pour prélever de l'eau d'irrigation ou de ceux qui utilisent le pont de Sous-le-Scex pour se rendre sur leurs propriétés. En ville, trois endroits du cours de la Sionne devront faire l'objet de l'attention des « maîtres des travaux », qui devront les faire maintenir dégagés: l'un se trouve en haut de la maison qu'habite le peaussier Lupus (Wolf?), en face de la maison du Grand Jean, sous l'échoppe du barbier Gilliet; le deuxième est en dessous de la maison de Maffiod Ryella, sous l'atelier de Vionet Angelini; le troisième enfin, se trouve au sommet des mazels (abattoirs) à peu-près à la hauteur de notre hôtel-de-ville.

Des « chenaux » jusqu'à la « Porte des chenaux » (c'est-à-dire dans notre rue de la Majorie), où l'on a coutume d'abreuver le bétail et de prélever de l'eau pour la cuisson des aliments, il est interdit de laver des draps, des tripes ou des légumes, sous peine de trois sous.

### Petits et gros problèmes

La saine gestion, l'entretien et la réparation de ce cours d'eau imprévisible et de ses ramifications d'adduction, d'irrigation ou de transfert d'énergie sont un constant souci pour les édiles sédunois du Moyen Age.

La ville de Sion n'était pas seule intéressée à l'eau de la Sionne. Le 8 novembre 1427, dans le cadre d'un arbitrage entre Ayent et Grimisuat, il est stipulé que le « nouvel aqueduc récemment fait par ceux d'Ayent » au détriment d'un bisse plus ancien (donc en amont de ce dernier) doit être détruit et obturé<sup>23</sup>. L'arbitrage fixe ensuite la part d'eau qui revient aux deux tiers d'Arbaz et de Blignioud et à la commune de Grimisuat dans le bisse de Sillion, qui s'alimente à la Sionne. Ce n'est certes pas par hasard qu'on retrouve une copie de cet arbitrage dans les archives de la Bourgeoisie de Sion, dans le tiroir consacré à la question de la Sionne. Sans doute avait-on tout intérêt à connaître exactement les droits des autres communautés limitrophes du cours d'eau, afin de défendre la part de Sion à l'eau de la Sionne.

<sup>23</sup> ABS, tir. 118 / No 4.

Il arrive que pour lutter contre les caprices de la Sionne, les autorités prennent des mesures d'intérêt public à l'encontre des intérêts d'un particulier. Ainsi le 29 janvier 1489, Thomas Leman se plaint de ce que le dommage causé à son pré en y détournant la Sionne «pour éviter un plus grand dommage» lors de l'inondation, ne lui a pas été payé, bien qu'estimé à 12 livres par les taxateurs<sup>24</sup>. Le châtelain assigne les syndics Georges Nanseti et Jans Husler à comparaître sous huitaine pour répondre aux prétentions de Leman. La suite de cette procédure ne nous est pas parvenue.

Les premiers procès-verbaux conservés du conseil de la ville entre 1495 et 1527<sup>25</sup> témoignent aussi des préoccupations causées par la rivière. Le 17 novembre 1499, le conseil constate que les «canaux» qui mènent l'eau au-delà des remparts, tout comme leur prise d'eau à la Sionne sont détruits<sup>26</sup>, et considérant que ces canaux contribuent à la propreté des rues de la ville, il décide qu'on referra ces canaux et leur prise d'eau, et que tous ceux qui voudront en avoir l'usage pour arroser leurs terres et leurs jardins, devront y contribuer, chacun au pro rata de ses biens. On pourra y contraindre les récalcitrants par voie de justice<sup>27</sup>.

Le 7 mars 1507, le conseil décide que les immondices du Glaret (c'est-à-dire de la rue principale qui deviendra plus tard notre Grand-Pont) doivent être conduits à travers la ville et hors la porte du Rhône, par des canaux suffisants, jusqu'à SainteMarguerite, où l'on creusera une fosse apte à les recevoir<sup>28</sup>. Il s'agit sans doute là du premier tronçon du «canal des égouts» à ciel ouvert, dont bien des Sédunois se souviennent encore, et qui agrémentait, par de puissants effluves, leurs travaux de jardinage aux Iles.

Le 5 novembre 1508, le conseil se préoccupe du bisse de la cité de Sion qui prend son eau à la «Rye» (Lienne), soit du bisse appelé aujourd'hui de Clavau. Sous peine de sept sous d'amende, il est désormais interdit aux propriétaires de vignes d'arroser plus d'une seule fois par année, ni plus que le temps dévolu au pro rata des surfaces<sup>29</sup>. Sans doute avait-on le souci d'assurer par ce bisse l'apport d'un excédent à la Sionne, (souvent presque sèche à la bonne saison) pour les besoins de la ville<sup>30</sup>.

L'irrigation des biens est à l'ordre du jour le 11 novembre 1510. Le répartiteur de l'eau (*partitor aque*) prête serment de s'acquitter fidèlement de sa charge. On fixe la durée d'irrigation en fonction des surfaces: pour trois fauchées de pré, on pourra arroser un jour entier et la nuit suivante. En cas de vol d'eau, l'amende est fixée à sept sous. Si le vol a lieu de nuit, la peine

<sup>24</sup> ABS, tir. 118 / No 5.

<sup>25</sup> ABS, tir. 22 / No 46.

<sup>26</sup> Tout laisse supposer, bien que le texte ne le dise pas explicitement, que cette destruction est la conséquence d'une crue soudaine de la rivière.

<sup>27</sup> ABS, tir. 22 / No 46 fol. 2r.

<sup>28</sup> ABS, tir. 22 / No 46, fol. 9r.

<sup>29</sup> ABS, tir. 22 / No 46, fol. 12r.

<sup>30</sup> Il est déjà question de ce bisse en 1454, lorsque le chapitre y apporte sa contribution (GREMAUD, Doc. No 3059).



sera de trois livres. On pourra cependant puiser de l'eau à la Sionne pour arroser les jardins entre vêpres et complies. Pour ceux qui puiseraient de l'eau en dehors de ces heures, la peine est de sept sous<sup>31</sup>.

Le 21 décembre 1523, le conseil constate que la cave sise sous la maison de la ville est rendue inutilisable par les fuites d'eau de la meunière qui passe près de la maison. On tâchera d'envisager les moyens d'y remédier en déplaçant le cours de cette conduite<sup>32</sup>.

En 1524, la Sionne a sans doute suscité de nouveaux ennuis. Le 22 février, le conseil désigne une commission composée de douze membres (trois représentants par quartier) chargée, d'entente avec le châtelain et l'intendant de la Sionne, de désigner les lieux les plus convenables pour y fixer le cours de la Sionne. La commission décide le même jour qu'un nouveau cours, plus en pente et par conséquent plus rapide, doit être établi depuis le domaine qui fut autrefois à Pierre Curwala, à travers plusieurs vergers, jusqu'à celui de François Aren. La largeur du nouveau cours, digues comprises, sera de quatre toises et demie. L'assemblée des bourgeois accepte ce nouveau cours, enregistre la protestation de François Aren et décide qu'on fera taxer par des experts à désigner le dédommagement des propriétaires lésés<sup>33</sup>. Le 2 mai de la même année, on décide de faire édifier un mur de chaque côté du pont qui se trouve en bas de la ville (probablement hors de ville, au sud du rempart), afin que les chars et le bétail puissent traverser en sécurité<sup>34</sup>.

Procédant à la nomination d'un nouvel «intendant de la Sionne» (*tutor Sedune*), le 28 décembre 1524, le conseil décide que pour le curage de la rivière, tous ceux qui possèdent un char doivent le mettre à disposition pour évacuer les poutres, les troncs qui pourraient faire obstacle au passage de l'eau. Il faudra aussi démolir les passerelles érigées trop près de l'eau et qui pourraient constituer un obstacle lors d'une crue de la Sionne<sup>35</sup>.

Le 20 mai 1525, le conseil rappelle que, comme on l'a fait par le passé et depuis longtemps, le tiers de l'eau du bisse de Sion, qui prend son eau à la Lienne pour arroser les vignes (notre bisse de Clavau), doit être amené à la Sionne, pour les besoins de la ville.

Chaque fois que la rivière faisait des siennes, il fallait rétablir au mieux l'état des lieux et fixer à nouveau la limite entre le cours et les propriétés voisines. Les archives de la Bourgeoisie conservent ainsi la trace indirecte de nombre de frasques de la Sionne. En 1603, on procède à une limitation du cours de la Sionne, dont ne subsiste que le début du procès-verbal, indiquant les commissaires délégués par les quatre quartiers de la ville<sup>36</sup>. Cet aborne-

<sup>31</sup> ABS, tir 22 / No 46, fol. 14v.

<sup>32</sup> ABS, tir. 22 / No 46, fol. 27r.

<sup>33</sup> ABS, tir. 22 / No 46, fol. 29r-30r.

<sup>34</sup> ABS, tir. 22 / No 46, folio 32r.

<sup>35</sup> (...) *si forsan habundanter ipsam venire contigerit* (ABS, tir. 22 / No 46, fol. 28).

<sup>36</sup> ABS, tir. 118 / No 8.

ment était certainement la conséquence d'une crue de la rivière. En 1618, on comptabilise les frais de réfection du pont sur la Sionne, situé Sous-le-Scex<sup>37</sup>. Sans doute avait-il souffert d'une récente crue. Le 30 juillet 1622, on dresse la liste (38 noms) de ceux qui ont travaillé au curage du lit de la Sionne<sup>38</sup>. L'année suivante, on consacre 243 journées entre le 23 octobre et le 15 novembre à la remise en état du cours<sup>39</sup>. Le 4 mai 1630, on procède à nouveau à une limitation du cours de la Sionne<sup>40</sup>. A partir du pont situé Sous-le-Scex, on limite le cours sur 216 toises, soit approximativement 421 m. Si le pont se trouvait déjà, comme plus tard sur le dessin de Ludolff, à l'est de l'hôpital Saint-Jean, cette distance nous mène à peu-près dans la région de Sainte Marguerite (juste au sud de la voie de chemin de fer). De là jusqu'au Rhône, le cours n'était plus limité.

Entre le 17 et le 22 mai 1652, on consacre 675 journées à réparer les dégâts causés par l'inondation de novembre ou décembre 1651<sup>41</sup>. En 1674, on répartit une fois de plus les frais occasionnés par la réfection du pont de Sous-le-Scex<sup>42</sup>. Enfin, en janvier 1780, on termine le livre des dépenses occasionnées par la dernière inondation, datant de la fin du mois d'octobre 1778.

### Une contribution de la Sionne à l'édilité

Ce n'est pas ici le lieu d'énumérer les allusions au cours d'eau dont fourmillent les protocoles du Conseil aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Rappelons seulement la principale question qui mettra un siècle et demi à se résoudre : l'élimination des maisons situées sur la Sionne, depuis la région de notre Grenette jusqu'au quartier des Tanneries. Tantôt les hommes proposent, tantôt la Sionne dispose.

Une première décision, le 9 août 1602, de faire taxer et démolir quelques maisons situées sur la rivière, au débouché de la rue des Châteaux, ne fut pas suivie d'effets. En 1626-1630, c'est la Ville elle-même qui rebâtit une maison sur la Sionne. Le 25 juin 1619, le Conseil décide sagement que « dorénavant on ne construira plus rien sur la Sionne, et lorsqu'une maison tombera en ruine on ne la rebâtit pas sur la Sionne ». Une inondation survenue vers la fin novembre ou en décembre 1651<sup>43</sup> permettra d'appliquer

<sup>37</sup> ABS, tir. 118 / No 9.

<sup>38</sup> ABS, tir. 118 / No 10.

<sup>39</sup> ABS, tir. 118 / No 11.

<sup>40</sup> ABS, tir. 118 / No 13.

<sup>41</sup> ABS, tir. 118 / No 23. Sur la date de l'inondation voir ci-dessous note 43.

<sup>42</sup> ABS, tir. 118 / No 24.

<sup>43</sup> La date exacte de cette inondation fait problème. Dans notre inventaire des maisons de Sion (F.-O. DUBUIS et A. LUGON, « Inventaire topographique des maisons de Sion aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Vallesia* XXXV, 1980), p. 387, nous donnions la mi-décembre sur la foi d'un acte notarié du 21 janvier 1652 (ABS, tir. 242/48/14, fol. 5) qui faisait remonter l'inonda-

ces principes et de commencer les travaux qui, en plusieurs étapes, créeront l'actuelle rue du Grand-Pont. La première phase de couverture de la Sionne est liée à la construction, de 1657 à 1667, de l'hôtel-de-ville actuel. On poursuit l'effort vers le sud en couvrant aussi la Sionne devant le Lion d'Or (notre café du Grand-Pont), bâti de 1681 à 1688. Au nord du débouché de la rue des Châteaux, une inondation survenue dans la nuit du 29 au 30 avril 1733 a peut-être contribué à faire de la place. La couverture de la Sionne s'étend bientôt devant la «Résidence de France», bâtie entre 1736 et 1740.

Il faudra une nouvelle inondation vers la fin de 1740 pour mettre la dernière main à la démolition des maisons voisines de l'eau. Désormais, la place peu à peu agrandie depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle va devenir une rue très large. Le plan géométrique du Grand-Pont levé en 1760-1765 montre bien le système adopté pour couvrir la Sionne, de l'entrée de la rue de Savièse à celle de la rue des Anes: de longues voûtes alternant avec des trous de visite couverts de bois<sup>44</sup>.

### **Comment dompter la Sionne? Le mémoire de F.-I. de Rivaz**

Les frasques de la Sionne, répétées de siècle en siècle, firent sans doute naître l'idée qu'on pouvait non seulement se contenter de réparer ses dégâts, mais peut-être tenter de les prévenir par des ouvrages adéquats. Un mémoire intitulé «Examen de la question: Peut-on supposer des moyens de préserver pour toujours la ville de Sion des inondations? et celui proposé de faire des digues transversales, ou coffres vulgairement dits est-il suffisant?», conservé aux archives de la Bourgeoisie<sup>45</sup> témoigne de l'état de la réflexion dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans ce mémoire, «fait à la suite d'une vision locale du courant de juillet 1786», de Rivaz «le cadet»<sup>46</sup> examine la difficulté que poserait la construction de «digue transversales ou coffres» proposés comme moyen de protéger la ville des inondations de la Sionne. Il estime, au vu de la pente, qu'une digue de cinq toises de hauteur, «de cinq toises au fond et dix au

tion à «cinq semaines environ». Depuis, un livre d'annotations du chanoine Jean de Sépibus, écrit entre 1646 et 1669 (ACS, Nn, No 5, p. 63), nous a fourni une date plus précise. C'est durant trois jours, du 19 au 21 novembre, que la crue dévastatrice de la Sionne aurait eu lieu. Mais le chanoine J.-J. de Quartéry, dans sa *Calliopè* ... (AEV, fonds Gremaud, Valais, No 8, p. 196) avance une autre date: ce serait en la fête de Saint-André (soit le 30 novembre) que la Sionne aurait emporté trois personnes et détruit trois maisons. Je ne sais à laquelle de ces trois sources il faut accorder foi.

<sup>44</sup> Pour l'ensemble de cette question de la création progressive du Grand-Pont, voir DUBUIS-LUGON, *op. cit.*, pp. 381-390 et, plus récemment, F.-O. DUBUIS et A. LUGON, «Sion jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle: état de la recherche et hypothèses de travail», dans *La Part du Feu*, Sion 1988, pp. 28-29.

<sup>45</sup> ABS, tir 118 / No 27.

<sup>46</sup> Il s'agit de François-Isaac, 1752 - 1828, frère du chanoine Anne-Joseph; voir H. MICHELET, *L'inventeur Isaac de Rivaz*, Martigny 1965.

sommet» (donc d'un profil trapézoïdal), «ne fera regonfler l'eau qu'à 80 toises» et «tout compté ne retiendrait pas deux mil toises cubes de terre et coûterait plus de quatre mil écus de construction». De Rivaz ne croit pas à l'efficacité d'un tel ouvrage. «Personne, je crois, ne se refusera à croire que si l'on eut construit une pareille digue en 1743, elle n'eut été totalement remplie longtemps avant l'an 1778; et par conséquent n'aurait point préservé la ville.»

A l'idée de munir la digue de bois espacés laissant passer le gravier et retenant les pierres, de Rivaz rétorque que l'on ne peut s'assurer de la durée des bois, qui seraient l'objet de constantes réparations, ni surtout éviter la formation, du fait de l'obstruction de cette grille par les racines apportées par l'eau, d'une masse importante à un moment où ils seraient pourris. En outre, une telle grille de bois irait à l'encontre du but, puisque «dans les inondations de 1740 et 1778, il y avait peu de pierres et beaucoup de gravier».

L'établissement d'une telle digue serait rendu encore plus difficile à asseoir solidement «y ayant rarement des rocs opposés, et l'on pourroit bien se voir dans le cas de construire des murs latéraux». A quoi de Rivaz ajoute la difficulté de se procurer des pierres pour la construction de la digue et celle, plus considérable encore, de vider ces coffres une fois remplis, «vu l'escarpement des monts».

Après cet ensemble de considérations plutôt pessimistes quant à la réalisation et à l'efficacité de cette construction, de Rivaz n'entend cependant pas détourner la Bourgeoisie de l'entreprendre. Je ne résiste pas au plaisir de donner ici *in extenso* la suite de son argumentation :

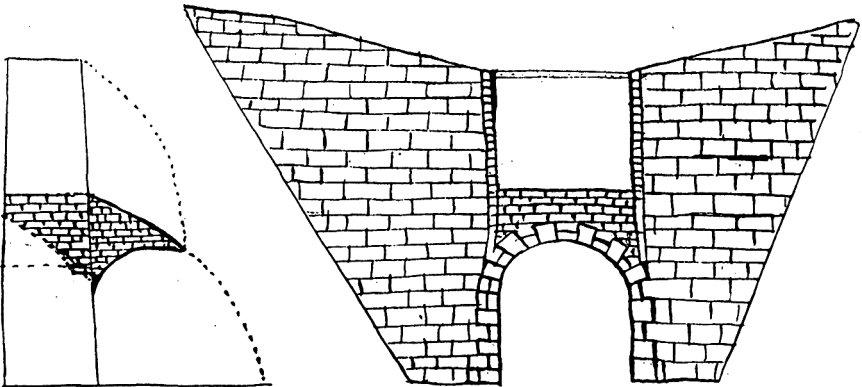
«Toutes ces spéculations, lors même qu'elles seroient aussi bien démontrées véritables qu'elles sont peut être loin de l'être, ne seroient pas suffisantes à mon avis pour détourner la Noble Bourgeoisie de faire construire une de ces digues. Des personnes respectables ont assuré en avoir vu dans des pays éloignés, en ont certifiés les bons effets, d'où s'en est suivi dans l'esprit du vulgaire que ce moyen étoit assuré pour éviter les inondations à venir, au point qu'il n'est pas rare d'entendre dire que si l'on eut fait après 1740 la dépense de telles digues, on en auroit recueilli le fruit en 1778. D'après une telle fermentation il me paroît qu'il ne seroit pas prudent de refuser au peuple et à quelques autres la satisfaction d'en construire une, lors même qu'on en saurait l'inutilité; heureux même si par un sacrifice de quelque mil écus on pouvoit les convaincre de l'inutilité de ce moyen, et leur apprendre à n'attribuer les inondations qu'à une paralysie de la nature et non à la négligence des administrateurs, tout le risque au reste se réduit à voir arriver en ville en cas de rupture d'une de ces digues, et en un moment, deux mil toises cubes de terre, et cet événement ne pourroit guères arriver qu'en cas de grosseur d'eau.

» La populace a toujours et en toutes circonstances précipité ses jugements: incapable de raisonner avec le sang froid nécessaire, se laissant facilement préoccuper, les jugements réfléchis, les pondérations de divers systèmes, leur combinaison, ne sont pas à leur portée; il paroît que le désir de ne pas heurter de front cette même populace est la cause qu'on se tient à un seul

projet sans en faire proposer d'autre. Peut-être plutôt a-t-on suffisamment reconnu qu'il n'en pouvoit avoir d'autre raisonnable? C'est ce que j'ignore. Si Messieurs, soit pour satisfaire à l'empressement du peuple soit qu'ils soient convaincus de l'efficacité du moyen des coffres ou digues transversales, en entreprennent la construction, ils ne verront peut être pas de mauvais oeil les réflexions suivantes, qui ne leur auront pas échappé, mais que je joins ici pour ajouter mon faible sentiment à celui des personnes instruites qui les auront détaillées avant moi.

» Il est nécessaire de choisir pour l'emplacement de la digue un endroit où le torrent ait le moins de pente possible, afin que le derrière de la digue contienne le plus de terre possible car on doit peu compter sur les espérances données qu'une telle digue romproit la force de l'eau par le saut qu'elle lui feroit faire, parce que tout et quantes fois que ce torrent aura repris trois pouces de pente par toise<sup>47</sup>, il entraînera tout, gravier, pierres, comme auparavant. Il me paroît que si l'on trouvoit un emplacement où il y eut du roc pour le fond du torrent, on ne risqueroit de voir déranger tout l'ouvrage par les creux que l'eau ne manqueroit pas de faire devant la digue, quelque précautions qu'on put prendre.

» Si cependant on ne trouvoit pas de roc au fond du lit du torrent, peut-être serait-il bon de faire le milieu du sommet du mur un peu plus bas que les deux côtés pour être assuré que l'eau se précipiteroit toujours du milieu de la digue, et pour éviter que l'eau ne vienne dégrader le fondement en sautant trop près, il seroit peut être à propos d'en éloigner la chute, ce qui se feroit au moyen d'un avant toit, si on peut se servir de ce terme, qui porteroit l'eau fort loin et pourroit sauver tout l'ouvrage. Voyez en les profils et vues de face ci jointes.



«Vue de la digue de profil, avec l'avancée servant à porter l'eau loin du fondement du mur de peur qu'elle ne l'endommage.»

«Les deux portes et la digue vues de face.»

<sup>47</sup> Soit environ une pente de 3,81 %, si l'on admet pour le pouce une valeur de 0,0254 m et pour la toise une valeur de 2 m.

» Il me paroît qu'au lieu de se servir de bois dans la construction de ces digues et laisser les intervalles projetés, il seroit avantageux de laisser deux ouvertures au milieu de l'écluse, l'une supérieure, l'autre inférieure; chacune aurait de largeur ce qu'ont les grilles ou portes où coule la Sionne sous les murailles de la ville, la hauteur seroit d'une toise et demi. Ces portes seroient fort evasées en dedans afin de donner de l'entrée à l'eau et ce qu'elle entraîne. On pourroit ouvrir et fermer ces portes avec avantage dans les circonstances qu'on va détailler.

» Ces portes ou ouvertures de la digue auroient des portes assez solides qui ouvreroient également en dedans et en dehors: les dites portes seroient ouvertes en dedans en tout tems, de manière qu'à volonté en en les rapprochant un peu elles se ferment d'elles mêmes, comme il est arrivé aux portes du Rhône en 1740. On laisseroit ces portes ouvertes afin que l'eau ayant toujours un libre passage ne déposât rien derrière la digue et laissât la place libre et évacuée pour le besoin. Mais en tems d'inondation, lors qu'on verroit la ville dans un pressant danger, alors au signal donné depuis la ville, les charpentiers qui auroient la garde de l'écluse feroient fermer les portes et, dès ce moment le gravier s'accumuleroit derrière la digue et l'eau revenant moins trouble pourroit prendre ce qu'elle auroit laissé de sable dans son cours.

» L'utilité des portes, ou du moins celle que je lui suppose, ne se borne-roit pas à celle qu'on vient de voir: dès que l'inondation auroit cessé, on ne devroit pas être fâché d'avoir un moyen de vider à peu de frais une bonne portion du gravier qui se seroit accumulé derrière la digue; à cet effet on feroit ouvrir en dehors les portes, ce qui pourroit se faire facilement, on commenceroit par celle de dessus; l'eau, qui reprendroit de la chute par cette ouverture, ne manqueroit pas d'entraîner une partie du gravier; l'on auroit soin de faire sauter les grosses pierres et lors que l'eau auroit creusé jusqu'à l'intervalle des deux portes, on ouvreroit celle de dessous, où l'eau ne manqueroit pas de faire la même operation.

» Toutte l'utilité apparente ne se réduiroit pas là. Lors que le cours du torrent se trouveroit obstrué dans quelque endroit, que l'eau n'auroit pas eu la force de conduire loin le gravier qu'elle auroit pris derrière l'écluse, on auroit un moyen facile de contrefaire une grosseur d'eau artificielle, comme on l'avoit pratiqué en 1779 vers le pont de l'hôpital; on fermeroît les portes, quinze cent toises cubes d'eau se ramasseroient derrière l'écluse, on laisseroit aux portes la liberté de s'ouvrir en dehors, l'eau en sortiroit avec impétuosité et viendroît nettoyer tout le sable mouvant qui se trouveroit dans le lit du torrent. La même chose arriveroit si on fut dans le cas de poser des risers, comme elles manquent d'eau très souvent, on feroit remplir la digue pendant la nuit, et on la feroit écouler pendant le jour et par ce moyen la rise seroit toujours remplie d'eau et feroit un effet considérable, et ne seroit pas à tout moment arrêtée comme elle le fut en 1779, presque toujours par défaut d'eau.

» Les différents détails de la construction de ces digues devront faire l'objet d'ultérieures spéculations, si mes idées répondoient au désir que j'ai

d'en donner d'utiles, mais comme il y a peu d'apparence que j'aye réussi, j'ai supprimé des détails qui auroient été fastidieux.

» Je ne suis point entré dans les calculs nécessaires à approximer la quantité de gravier qui a passé et s'est arrêté dans le cours du torrent en 1778, pour m'en servir à déterminer à peu près le tems auquel une digue d'une hauteur et largeur donnée seroit comblée, non plus que les objections à faire contre les portes que je propose, dans la crainte que me trompant moi même, je n'entraîne par des démonstrations fautives quelques autres dans mon erreur. Il seroit bien à souhaiter pour la ville de Sion qu'on pu trouver un moyen d'y goûter en paix par les tems pluvieux comme par les tems sereins, la douceur du gouvernement et la beauté du climat.

» Fait à la suite d'une vision locale du courant de juillet 1786.

de Rivaz le cadet.»

Il n'est somme toute pas étonnant que la Sionne ait suscité alors une réflexion aussi poussée, puisque entre 1740 et 1778 la rivière s'était rappelée par trois fois au bon souvenir des Sédunois<sup>48</sup>. Nonobstant les travaux de correction du cours et les précautions prises au XIXe siècle et au XXe siècle, elle a récidivé plusieurs fois depuis<sup>49</sup>. Sa dernière manifestation d'humeur, le 21 juillet 1992, est encore dans toutes les mémoires.

<sup>48</sup> Voir notamment André DONNET, «Notes historiques du chanoine de Rivaz sur les évènements de Sion du XVIIIe siècle», dans *Vallesia* XLII, 1987, p. 25 et p. 66. Le chanoine de Rivaz qui écrivait une vingtaine d'années après l'événement attribue à l'année 1779 l'inondation de 1778.

<sup>49</sup> Il n'est pas dans mon propos d'énumérer toutes les frasques de la rivière, ni tous les travaux entrepris pour y parer, aux XIXe et XXe siècles. Je signale seulement ici quelques pistes:

*Gazette du Valais* 1859, No 88, p. 2, et No 89, p. 1-2; Marie de RIEDMATTEN, *Journal intime*, II, p. 376 (vendredi 22 novembre 1895);

*Gazette du Valais*, 1895, No 92, 16 novembre, p. 2;

*Gazette du Valais*, 1910, No 71, p. 2, 18 juin 1910: rappel de l'inondation de janvier dernier. Etude de la correction du cours par le Département des Travaux Publics. Le projet va être soumis à l'administration municipale. Le coût est très élevé mais les subsides du canton et de la confédération permettront d'entreprendre les travaux sans trop grever les finances communales.

*Gazette du Valais*, 1910, No 100, p. 2, 1er septembre 1910: Le Conseil Fédéral a alloué au Valais pour la correction de la Sionne Fr. 8000.- pour la première section et Fr. 34 000.- pour la deuxième section.

*Gazette du Valais*, 1912, No 110, p. 2; 17 sept. 1912: Subvention fédérale pour la correction de la Sionne dans la région montagnaise: 50 % des frais réels devisés à Fr. 94 000.- soit Fr. 47 000.- au maximum.

*Gazette du Valais*, 1912, No 141, p. 2; 30 novembre: Subside fédéral pour le parachèvement de la correction de la Sionne, de Saint-Georges au pont de Grimisuat, en tout Fr. 17 806,95 sur un devis de Fr. 43 085, 25.

*Gazette du Valais*, 1919, No 37, 8 avril: Subvention de la Confédération au Valais: 60 % des frais de reboisement dans le bassin de la Sionne, communes d'Arbaz et de Savièse, max. 24 000 fr.